


Québec 



ACCORD DE COOPÉRATION ET D'ÉCHANGES

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DU NUNAVUT

EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE

DANS LE PRÉSENT ACCORD,

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EST REPRÉSENTÉ PAR :

Le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information,

et

LE GOUVERNEMENT DU NUNAVUT EST REPRÉSENTÉ PAR :

Le ministre de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse.

Les gouvernements du Québec et du Nunavut sont ci-après appelés « les Parties ».

CONSIDÉRANT que le Québec et le Nunavut désirent créer des liens de coopération en vue d'assurer le développement et la vitalité de la langue et des cultures d'expression française;

CONSIDÉRANT que le Québec est le seul État en Amérique du Nord à représenter une population majoritairement francophone;

CONSIDÉRANT que le Nunavut désire assurer le développement de sa communauté franco-nunavoise;

CONSIDÉRANT que le Nunavut est reconnu pour son caractère unique à titre de seul gouvernement au Canada à représenter une population majoritairement de langue inuit;

CONSIDÉRANT que le Québec et le Nunavut souhaitent collaborer à la promotion du français dans un contexte nordique;

CONSIDÉRANT que les deux gouvernements souhaitent que cette coopération se traduise par des activités, des services et de l'échange d'information dans les domaines de la santé, de la langue et des politiques linguistiques, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse ainsi que de l'économie.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Titre I : SANTÉ

Article 1

Les Parties faciliteront les échanges d'information en français dans le domaine de la santé afin d'accroître le volume et la variété d'informations disponibles et échangeront sur les mesures à adopter pour en faciliter l'accès.

Elles encourageront également la coopération entre le Québec et le Nunavut en ce qui a trait aux différentes facettes de la gestion des soins de santé en français, notamment par la conclusion d'ententes de collaboration entre institutions, l'organisation d'échanges de personnel et d'activités conjointes de perfectionnement et de développement professionnel des ressources humaines ainsi que le partage d'informations sur les expériences de gestion.

Titre II : LANGUE ET POLITIQUES LINGUISTIQUES

Article 2

Elles favoriseront la collaboration et les échanges en matière de terminologie en français pour ce qui est des professions et métiers liés à la langue ainsi qu'en matière de ressources en français en ce qui a trait aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Article 3

Elles favoriseront les échanges d'information et d'expertise en matière de gestion et de mise en œuvre de politiques linguistiques en français dans divers secteurs ainsi qu'en matière de normalisation linguistique.

Titre III : ÉDUCATION

Article 4

Elles faciliteront les échanges d'information en ce qui concerne les documents pédagogiques et les méthodes d'enseignement et elles encourageront la participation de Québécois et de Franco-Nunavois à divers projets susceptibles de favoriser l'élaboration de matériel pédagogique en français, particulièrement en ce qui a trait à l'éducation préscolaire et au matériel qui prend en compte la réalité nordique. Elles favoriseront le perfectionnement professionnel en français des enseignants, des éducateurs de la petite enfance, des administrateurs scolaires et des autres intervenants.

Article 5

Elles encourageront les échanges entre les élèves francophones et francophiles des niveaux primaire et secondaire, les enseignants, les administrateurs scolaires et d'autres spécialistes de l'éducation du réseau scolaire québécois et des écoles du Nunavut.

Article 6

Elles favoriseront l'organisation de conférences, stages, séminaires, ateliers ou missions ayant pour objectif l'amélioration et le développement de la pédagogie en français, particulièrement lorsque celle-ci prend en considération la réalité nordique.

Titre IV : CULTURE

Article 7

Elles encourageront les partenariats et les échanges entre les francophones et les francophiles du Québec et du Nunavut dans l'ensemble des secteurs se rapportant aux arts et au patrimoine, notamment la littérature, la musique, les arts de la scène, les arts visuels, les musées, les bibliothèques et les archives.

Titre V : JEUNESSE

Article 8

Elles faciliteront les échanges entre les jeunes Franco-Nunavois et les jeunes Québécois de façon à leur permettre de mieux se connaître et de se familiariser avec leurs coutumes et cultures respectives.

Titre VI : ÉCONOMIE

Article 9

Elles favoriseront les échanges d'information dans le domaine du tourisme comme dans tout autre secteur du domaine économique jugé par les Parties mutuellement bénéfique à l'amélioration des pratiques en langue française.

Article 10

Elles collaboreront à l'organisation de missions susceptibles d'accroître la coopération et l'élaboration de projets en matière économique entre le Québec et le Nunavut.

Titre VII : AUTRES DOMAINES DE COLLABORATION

Article 11

Elles échangeront de l'information et de l'expertise et elles coopéreront dans tout autre domaine jugé pertinent en matière de francophonie et conforme aux objectifs généraux du présent accord.

Titre VIII : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 12

Une Commission permanente de coopération, composée au moins d'un représentant de chaque gouvernement, sera chargée de la mise en œuvre du présent accord.

Chaque Partie nommera l'un des coprésidents de la Commission, laquelle se réunira au moins une fois par année, en alternance au Québec et au Nunavut ou, de façon virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence.

Article 13

Pour faciliter l'exercice de ses fonctions, la Commission permanente de coopération pourra constituer, au besoin, des tables de concertation bilatérales dans les domaines visés par le présent accord.

Les tables de concertation bilatérales pourront être formées de représentants des ministères intéressés des deux gouvernements, de représentants du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec et de représentants du gouvernement du Nunavut. Elles adopteront leur propre mode de fonctionnement, se réuniront au besoin, en personne ou de façon virtuelle, par téléconférence ou vidéoconférence, et formuleront à l'intention de la Commission permanente de coopération des orientations et des recommandations quant aux programmes et activités à réaliser ou aux mesures à mettre en œuvre dans le cadre du présent accord.

Article 14

Chaque année, les Parties devront, d'un commun accord, affecter les fonds nécessaires à la mise en œuvre du présent accord.

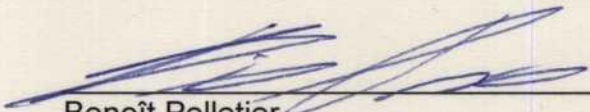
Article 15

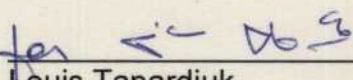
Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties. Ces dernières pourront le modifier ou le résilier au moyen d'un préavis écrit d'au moins six mois.

SIGNÉ CE 22 AOÛT 2007, EN DEUX EXEMPLAIRES, L'UN EN FRANÇAIS ET L'AUTRE EN ANGLAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT FOI.

POUR LE GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

POUR LE GOUVERNEMENT
DU NUNAVUT


Benoît Pelletier
Ministre responsable des Affaires
intergouvernementales canadiennes,
des Affaires autochtones, de la
Francophonie canadienne, de la
Réforme des institutions
démocratiques et de l'Accès à
l'information


Louis Tapardjuk
Ministre de la Culture, de la Langue,
des Aînés et de la Jeunesse